

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'ADRESSER, 26, RUE DROUOT
À L'HOTEL DU « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^o
8, place de la Bourse

SOMMAIRE

Croquis parlementaires : Les figures de l'orgueil : PAUL ADAM.
La Vie de Paris : Le bon sac : RÉGIS GIGNOUX.
A Longchamp : RÉGINA.
A l'étranger : Japon et Corée : RAYMOND RECOULT.
Lettre de Constantinople : VIATOR.
Les flottes d'Angleterre et d'Allemagne : MARC LAMBERT.
Jeunes filles de Londres, jeunes filles de Paris : JULES COMBARIEU.
Contre les syndicats des fonctionnaires : ANDRÉ BEAUNIER.
Carnet historique : Napoléon se rend en Allemagne (13 avril) : E. GACHOT.
Le Concours hippique : CH. D.
Les Associations de pères de famille : D. GURSAUD.
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.
Les Théâtres : Théâtre de Monte-Carlo : « La Folie » : ROBERT BRUSSEL.
Notre armée à l'œuvre : PIERRE BAUDIN.
Feuilleton : Le Trist : PAUL ADAM.

CROQUIS PARLEMENTAIRES

Les Figures de l'orgueil

Certes, les élites contemporaines haïssent moins que jadis. Le temps nous manque pour combiner la perle de nos ennemis. A détester nous préférons gagner, jouir des luxes et des voluptés, des succulences. En province seulement des familles consomment encore leurs vies à se nuire par tradition, pour satisfaire la rancune qu'elles gardent d'une injure ancienne, d'un passe-droit lointain, d'une ruine subie, d'un héritage perdu.

Les députés sont gens de province. Sans utilité, ils perpétuent les antagonismes des luttes finies. Parisiens nous comprenons mal cette barbarie. Certes nous dénigrions l'émule à l'heure de la concurrence. Il arrive à chacun de s'aimer assez pour bousculer le rival en éclairant sur ses défauts, en taisant ses vertus. Passé le péril, toutefois, nous changeons de manières, et faisons vite notre paix. C'est là de l'égoïsme, non de la haine. A l'ordinaire nous nous égarons ; nous nous secourons même, s'il en coûte peu. Cette différence marque les caractères de l'élite et de la foule. Le Parlement est encore multicolore. Il en a les sentiments irrépressibles, les appétits spontanés. Le parti au pouvoir veut humilier, molester ses adversaires. Il refuse aux minorités la représentation proportionnelle, pour justifier l'existence, afin de pondre mieux les contradictions. Le chef de groupe, le meneur de foules spéculer sur cette haine pour les tenir à sa dévotion. Et le plus curieux c'est que ces partis ne mesurent pas ce qu'ils perdent en dignité. Parmi nous l'homme qui déteste et qui laisse voir sa dévotion lui-même. Nous sommes trop rompus à la critique pour ne pas démolir facilement l'intérêt personnel qui se cache au milieu des sévérités, des indignations. Scrupuleux nous sourions des diatribes, des calomnies et des médisances. Il nous amuse de les voir. Elles ne réussissent guère à nous convaincre. Cette façon d'avilir ses rivaux dessert qui l'emploie.

De chacun nous exigeons une espèce d'équité même à l'endroit de ses pires détracteurs. A qui de nous la Chambre fera-t-elle croire que la discussion sur les Conseils de guerre, actuellement inoffensive, était plus urgente que le débat sur la réforme électorale capable de relever l'esprit du Parlement et de transformer en élite cette foule esclave de ses passions et, pour cela, de ses berges ?

C'est pour sa science de la psychologie parlementaire que les députés rêvent M. Clemenceau, et que tous, dès son apparition à la tribune, lui font instantanément hommage d'un silence rare dans cette salle de turbulences, d'allées et venues, de controverses et de récrépations si éloquentes pour les provinciaux des tribunes.

« Voyez comme il les dompte ! » remarquent les admirateurs. En effet, personne ne l'égale en prestige. Je l'ai constaté durant une séance récente. En vain M. Jaurès, compact et péremptoire, demanda si le gouvernement retirait son projet sur les gisements de l'Ouzenka, avec la mine d'un accusateur public inexorable pour les ambitions certainement inscrites dans tout contrat entre capitalistes et ministres. Inutilement M. Sembat se leva et dénonça « la distribution déjà commencée des parts bénéficiaires entre les promoteurs de l'entreprise », sans même sourire en sa face à barbe rousse et à cheveux noirs cernant un front pur, des joues pleines. Inopprimé, le même M. Sembat accuse M. Alfred Picard d'avoir autrefois condamné ces parts de bénéfice tout à l'heure offertes. Au milieu du bruit M. Thomson, colossal et impérieux, intime l'ordre de prendre sur ce point une décision, car l'Algérie se lamente. De même M. Berthoin formaliste exige un décret pour retirer le projet déposé par décret. Le président du Conseil accueille tout cela d'une moue supérieure et dédaigneuse. Il sait que la discussion sur les Conseils de guerre, promet à l'orgueil de la gauche la satisfaction d'affirmer sa victoire. Pendant quelques séances, les adversaires d'antan seront humiliés, tournés et retournés sur le gril des vaincus. Voilà qui est pour garantir au ministre de l'intérieur de précieuses approbations en dépit de l'Ouzenka, de sa voie ferrée, de la rivalité entre Bône et Bizerte, des parts à bénéfices jadis vitupérées par un membre du cabinet « pour lequel M.

Clemenceau prêt à descendre de la tribune », lance un mot :

— Je suis convaincu que M. le ministre de la marine saura se mettre d'accord avec M. Alfred Picard.

C'est un mot, un mot de Clemenceau. De la gauche à la droite, l'assemblée murmure d'aise, frémit, charme. Les courtisans ont commencé par sourire, l'air entendu, en personnes qui savent tout de suite saisir, apprécier, savourer le sel délicat de cet esprit. Ceux qui n'ont compris que tard réparent en riant fort la bêtise de leur bêtise. Les galeries, les dames vers leurs cavaliers se retournent en hochant maintes têtes omphalotiques. C'est l'esprit de Clemenceau ! Il n'y a que Clemenceau pour, si joliment, résoudre un problème de M. Sembat austère et renfrogné. Et les éclatements des tribunes la-haut tendent l'oreille vers le plus intelligent de leurs banquets qui se flâte de faire savourer l'inestimable sel. Après quoi tous rient, même les sots et les idiots, cependant que des frises aux travées, sur tous les gradins, les zones de visages attentifs s'orientent vers le long squelette en jaquette flasque qu'est trisèment M. Alfred Picard. Timide, gêné par ce succès imprévu, lui, Baiser vers la terre son nez considérable et aquilin, son crâne enveloppé de quelques fils blanchâtres, la science lourde y contondue.

Rond, poli comme une bille, M. Joseph Reinach roule déjà sur la tribune. D'une extrémité à l'autre il va. Un instant on craint qu'arrivé aux bords il ne tombe, puis rebondisse. Non. Il se cale au milieu. Son élocution aussitôt vibrante propose de discuter la réforme électorale, scrutin de liste et représentation proportionnelle, avant la réforme des Conseils de guerre. Cela ne séduit point. L'orgueil des gauches va-t-il perdre la glorification promise ? Des rumeurs s'élèvent, grandissent, s'exaspèrent. En vain M. Joseph Reinach enfle sa voix et la sphère de sa personne. L'amphithéâtre le contredit par deux cents visages chauffés à l'espoir de blâmer éloquentement les généraux de l'Affaire.

Lors M. Clemenceau, du banc où il se tasse, assure à ses fœux le triomphe qu'ils réclament.

Aussitôt la protestation véhément de M. Charles Benoist éclate. A la tribune, il s'irrite. Penchant son masque de satire hardi vers le président du Conseil, il dépeint l'audace d'un chèque-pieds qui s'estime l'annonceur de la vérité première. De la-haut, par-dessus les sténographes, n'est-ce pas le diable jadis évoqué par les incantations d'un livre célèbre, le *Grand Pan* ?

Bien qu'une jaquette noire le sangle, un col hausse ce visage velu et cette parole sacro-sainte comme le cours du torrent, M. Charles Benoist oppose la saine logique de la nature aux arguments tortueux de la politique. Agiles, seroués, la main de Pan rougit. Elle se violente. Elle bat l'air. Elle se rejette en arrière vers M. Berteaux qui présidé, couronné d'un bandeau en fils d'argent soyeux. Elle retombe et menace, au rang des ministres, dans le fond même des yeux caves, l'âme intime qu'abrite la note président du Conseil recroquevillé sous le casque de son crâne, et d'ailleurs massade devant cette résurrection miraculeuse de son Pan au visage broussaillé, sourcilieux et offensif.

« Tu m'as appelé en les incantations littéraires et téméraires, semble dire le faune sous les apparences de M. Charles Benoist : me voici. Comme tous les magiciens, tu eusses préféré que ton grimoire fût sans vertu. L'évoque le gène. Déjà tu me contridis. Tu ergotes. Tu te dérobes. Tu dissuades avec des phrases dilatoires ceux qui reconnaissent l'équité claire de la loi que j'apporte, que je préche en cette chaire. Quoi ? Ceux de droite et ceux de gauche s'accrochent pour reconnaître que le scrutin d'arrondissement amoindrit la France, qu'il évince les idées générales et savantes au bénéfice des intérêts partiels et des ignorances contradictoires. N'as-tu pas écrit : « Aux nobles spéculations de l'élite répond la dégradante crédulité de la foule » ? Il en est ainsi, moi, simple et franc, comme les forces de la Forêt, comme les lignes des cimes, je te conseille de subordonner enfin aux nécessités primordiales, sociologiques, économiques, historiques les funestes malices des comités d'arrondissement. Car, sous leur influence, le peuple se dévore soi-même sans le savoir, en hurlant sa douleur incomprise, ainsi qu'il advint du monstre Catoblepas, mon légendaire contemporain. En vérité, je te l'affirme : préte du « Grand Pan », ton peuple souffre à mourir de sa cupidité municipale et de ses erreurs cantonales. Pan te conjure de remédier. C'est pour cela qu'il a revêtu la jaquette noire et taillé sa barbe quelque peu, sans rien perdre néanmoins du charme propre à son énigmatique forme enjambant étrangement de la bête à la divinité, comme pour unir la simplicité de l'une à la bonté de l'autre sans passer par l'humaine traîtrise. N'est-ce pas ainsi que ton incantation s'exprimait ?

Toutefois le prêtre ne cède point au fantôme de son dieu. Il résiste aux obligations de la force qu'il évoque, ayant lui-même jadis expliqué les vertus indisolubles du Scrutin de liste, de la Réprésentation proportionnelle. En effet le président du Conseil ne s'abuse pas sur la psychologie de la Chambre. Il sait que l'Équité, fût-elle savante, passionnée moins les députés si leur orgueil ne triomphe avec elle. Et pour donner aux radicaux et aux socialistes la joie d'affirmer leur ancienne victoire, il leur convia plus strictement à discuter d'abord la réforme des Conseils de guerre. Et, par des braves, la majorité prouva que M. Clemenceau sait le cœur des siens, quoiqu'il lui signifie trop quelle confiance en soi-même il possède, et comme il la transmet aux gens par un mot issu de sa moustache militaire,

même au solide M. Labori escaladant la tribune, pour, de sa tête éloquent et dorée, constater cette suprématie. Ainsi la priorité fut acquise à la controverse sur les Conseils de guerre, et l'ajournement à la réforme électorale. L'esprit des comités d'arrondissement élira nos députés, dictera nos lois, très longtemps, au grand dommage de l'équité qu'il servit le principe de la représentation proportionnelle favorable aux minorités trop muettes vraiment aujourd'hui.

Ce besoin de triompher que la nation assouvait par l'enténement de ses parlementaires excite fort nos âmes de Méditerranéens sentimentaux et pardaurs. Il fallait voir sur les figures de la gauche l'ivresse de vaincre illuminer les yeux, attirer le sourire aux lèvres ; accroître la frénésie des applaudissements. Certes elle était la moindre cause de cet entraînement, la joie de soustraire à une juridiction sans contrôle nos soldats. Le véritable motif, le motif profond et unanime de cette liesse c'était le mauvais désir de la haine qui se venge en dominant, en imposant sa loi.

Paul Adam.

LA VIE DE PARIS

Le Bon Sac

Azor est mort !

De mieux en mieux. Ah ! quel plaisir d'être soldat ! Il y a du bon. C'est autre chose que le pain long, le thé de cinq heures, la suppression du « singe », les gants et les chaussures, la cuisine militaire : Azor est mort !

Un homme de chaque escouade est désigné pour le porter chez le magasinier de la compagnie, promu caporal bourellier. Qu'on l'entretienne avec les honneurs militaires. Mais vérifiez, camarades, s'il ne reste pas de mandats cachés entre les quatre planches !

Ainsi nos troupiers célèbrent la meilleure réforme que l'on ait apportée jusqu'à ce jour dans leur équipement. A travers les chambrées et les cantines désertées par les permissionnaires de Pâques, les fantassins se congratulent et célèbrent les louanges de leurs chefs hiérarchiques. Azor est mort !

Azor, c'était le sac, que l'on appelait plus solennellement le havresac, apparemment pour donner une idée de tout ce qu'il pouvait contenir. Quatre planches de bois assemblées en rectangle et recouvertes d'une toile noire, imperméabilisée par des classes et des classes d'astiquage. A la chambrée, Azor était comme l'armoire du trouper. On devait y ranger toutes les petites affaires du fournement : les brosses, la trousse, les sacs de riz et de sucre, le martinet, la patience, les cartouches. Azor était également la toiture du « paquetage ». On plaçait au gabarit réglementaire la capote, la vareuse, le pantalon, les effets de tréillis, les chemises ; il dominait tout cela de son rectangle noir, pareil à un pavé de bitume, ses deux bretelles croisées comme deux pattes de homard et ses trois courroies bien roulées à la manière de petits frontons décoratifs.

Quand il s'agissait de prendre la garde, on arrachait brutalement Azor de son piedestal. Parfois, on le projetait comme un mannequin symbolique à travers la chambrée. Et aussitôt après, pour se faire pardonner ces mauvais traitements, on l'étendait sur la table, on le craint, on le vernissait à neuf. Ensuite on déroulait chaque courroie. On en bouchait les crevasses au martinet ; on frottait le cuir avec un bouchon. Et avec un soin extrême on rétablissait les rubans, les ressorts immobiles.

Mais pour la marche et la manoeuvre, Azor se gonflait comme un grenouille qui aurait voulu imiter ce bœuf de fourgon réglementaire. Les pantalons, les souliers bas s'ajoutaient aux provisions de bouche. Toute la fortune du trouper se trouvait ainsi condensée, hors le bâton de maréchal qui a été mis à la réforme. Puis, lorsque tout était bouclé, on protégeait Azor par une marmite, un plat, une hache, une bêche, comme autant de bouchiers. Et alors, les trois courroies intervenaient pour serrer la couverture, la toile de tente, la boîte de conserves et la gamelle, brillante ainsi qu'un dôme ironique au-dessus de cette construction.

Comme Atlas supportant le monde, ou comme des démenagers modernes, les fantassins marchaient avec Azor, l'as de carreau décollé. Peu à peu, sous le poids, les deux bretelles entraînaient les autres courroies de l'équipement, les pattes des cartouchières, le lacet de la musette, la courroie du bidon. Il fallait écarter tout cela des deux mains, comme d'autres mettent leurs poches dans les entournures de leur gilet. Et si, par malheur, un ordre arrivait : — « Couchez-vous, feu à volonté ! » — avant d'avoir pu armer son lebel, on sentait un choc sur le crâne : on se croyait déjà blessé, mort... C'était la gamelle qui réglait le tir, du haut de la pyramide d'Azor !

Maintenant, tout ce supplice est supprimé. Un nouveau sac, expérimenté aux dernières manoeuvres, est « délivré » aux soldats du 24^e régiment d'infanterie, avant d'être fourni, toujours gratuitement, à tous les fantassins de France.

Merveilleux résultat de l'entente cordiale ! Ce sac est le sac de l'infanterie anglaise ; donc, il est confortable. Plus de courroies. Deux bretelles croisées dans le dos et se rattachent au ceinturon. La charge ne pèse plus que sur les épaules. Ainsi, la « cage thoracique » est ouverte à la respiration. Et puis, d'un seul mouvement, on se débarrasse. Car, si agréable que soit le nouveau modèle, on le quitte sans déplaisir, et du coup, on enlève le ceinturon, les cartouchières, le bidon, la musette. Ah ! les « pauses » seront plus douces et on n'oubliera rien en repartant !

Donc, libération, respiration et plus d'astiquage ! Le nouveau sac est en simple coton tissé qu'on nettoie d'un coup de brosse. Mais il est solide cependant. Pour l'expérimenter, on a traîné dans la cour du quartier un modèle rempli de cailloux, pendant une demi-heure. Il n'a pas été déchiré. Quelle expérience !

On peut aller à la guerre : Azor est mort.

Régis Gignoux.

Échos

La Température

Depuis lundi, un grand changement s'est opéré dans l'état atmosphérique de la région parisienne. Aux beaux ciels ensoleillés et limpides de la semaine dernière, qui nous ont laissé croire un instant que nous entrions avant l'heure en la saison d'été, hier subitement a succédé un désagréable refroidissement de la température sous un ciel troublé maintenant par de gros nuages d'un très mauvais aspect. La pluie nous guette.

Cependant, vers sept heures du matin, le thermomètre marquait 9° au-dessus de zéro, mais ne dépassait pas 11° l'après-midi, alors que la veille des maxima de 22 à 23° avaient été observés. La pression barométrique accusait, à midi, 755^{mm}. Les basses pressions du nord-ouest de l'Europe se sont étendues sur tout le continent.

Des pluies sont tombées sur la moitié nord de l'Europe. En France, le temps a été encore très beau partout.

La température a monté sur nos régions du centre et de l'est. On notait au-dessus de zéro 7° à Bellort, 11° à Clermont-Ferrand, 13° à Alger, 14° au puy de Dôme et 6° au-dessous de zéro au puy de Dôme.

En France, il faut s'attendre à un temps à éclaircies et à averses dans la moitié nord, avec abaissement de la température. Vers six heures, la pluie tombe par courtes ondées.

(La température du 12 avril 1908 était, à Paris : 6° au-dessus de zéro le matin et 15° l'après-midi ; baromètre : 757^{mm} ; très belle journée.)

Monte-Carlo : Température (terrasse du Casino), à dix heures du matin, 19° ; à midi, 22°. Temps doux.

Nice. — Température : à midi, 17° ; à trois heures, 18°.

De New York Herald :

A New-York : Temps nuageux. Température : maxima, 12° ; minima, 2°. Vent est faible.

A Londres : Temps nuageux, ondées. Température : maxima, 12° ; minima, 6°. Vent ouest fort. Baromètre, 752^{mm}.

A Berlin : Temps beau. Température (à midi) : 12°.

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses à Auteuil. — Gagnants du *Figaro* :

Prix Milière : Castibella ; Mon Pays.

Prix Mario : Reporter ; Patricien.

Prix Saxifrage : Trianon III ; Sauveur.

Prix de la Vénérice : Bon ; Souvigny.

Prix Bayard : Sauveur ; Rouvrou.

Prix Val : Auréale ; Farand.

« ENFANTILLAGES »

Il s'en est fallu de peu que le congrès de Saint-Etienne n'eût, avant-hier, ce qu'on appelle le beau geste... A la tribune, M. Hervé discourait avec violence, injuriait, défilait ses adversaires. « Vous n'osez pas, leur déclarait-il, demander que nous soyons exclus d'ici ! » En quoi M. Hervé se vantait. Car ce qu'il défiait qu'on entreprit contre lui, on allait justement l'entreprendre. On allait bel et bien mettre M. Hervé, apôtre officiel de l'antipatriotisme, à la porte du parti.

Les socialistes, même « unifiés », ne sont pas, en effet, assez aveugles pour ne pas comprendre à quel point les compromettait cette alliance-là. Ils regardent au dehors, et ils comprennent. Ils constatent qu'en aucune nation le socialisme n'a eu la naïveté, la honte de s'affirmer ennemi de la patrie, et qu'à vouloir heurter de front certains instincts, certains besoins de conscience plus forts que nous-mêmes, on risque trop... Alors ils voudraient bien que M. Hervé les laissât tranquilles. Ils voudraient bien que M. Hervé s'en allât. Et ils étaient résolus avant-hier à lui dire de s'en aller ; mieux que cela : à le pousser dehors. Mais M. Jaurès a paru.

M. Jaurès ne s'est pas précisément fait l'avocat des doctrines de M. Hervé. Même devant une assemblée où s'avouent les pires espoirs de destruction sociale, il ne l'eût pas osé. Il a fait le bon enfant. Il a essayé de rassurer les inquiétudes, de calmer les colères ; il a traité d'« enfantillages » les opinions qui consistent à détester ou à vouloir supprimer la patrie ; il a déclaré « puérile » l'agitation criminelle à laquelle M. Hervé souhaiterait que collaborassent les socialistes.

Et M. Jaurès a remporté la victoire qu'il désirait. Grâce à son élocution, l'exécution de M. Hervé est ajournée.

On a renvoyé l'examen de ce cas à une commission, ce qui signifie que l'affaire est pour longtemps enterrée et que le rédacteur du *Prospère* de l'*Yonne* doit être jusqu'à nouvel ordre considéré par les socialistes comme un enfant terrible qui y aurait péri à gronder trop fort...

Tout cela est misérable, et profondément attristant, et jamais M. Jaurès n'aura mis son habileté oratoire au service d'une pire cause.

La raison ? On la devine. En face des socialistes, une concurrence inquiétante s'est organisée, et grandit. En face de M. Jaurès qui tonne, il y a M. Pataud qui goguenarde. Or M. Jaurès a peur. Il sent le danger, et lui il semble qu'opposer à l'antipatriotisme de la C. G. T. l'antipatriotisme d'Hervé serait une manoeuvre habile.

Oui, il se peut que cela soit habile ; mais cela est bien laid !...

A Travers Paris

Le Président de la République et Mme Fallières, accompagnés de M. Ramondou, inaugureront cet après-midi, avec les ministres présents à Paris et M. Dujardin-Beaumont, sous-secrétaire d'Etat, le Salon de la Société nationale des Beaux-Arts.

Après son voyage à Nice, M. Fallières reviendra au Grand Palais le 29 avril,

pour inaugurer cette fois le Salon des Artistes français.

C'est M. Roll qui, assisté de MM. Carolus-Duran, Rodin, Bonnard, Waltner, Henri Gervex, Béraud, Dubufe et des membres du conseil d'administration de la Nationale, guidera aujourd'hui M. et Mme Fallières dans leur visite.

BILLET

aux syndiqués des P. T. T.

Messieurs, contentez le zèle de vos comités ; contentez-le, dans votre intérêt même. Je vous assure qu'ils vont trop vite, s'agitent avec une impatience trop visible, et redevennent, si j'ose dire, un peu embêtants.

Jadis, c'était au « chef hiérarchique » (comme cette expression semble surannée, déjà) que le commis ou l'ouvrier mécontents portaient leur plainte. On est allé plus haut. Les syndicats ont entendu négocier vos affaires avec le « patron » lui-même ; et l'on n'a plus connu que M. Simyan. Et puis les choses se sont gâtées. On lui a tourné le dos, à M. Simyan ; et l'on a voulu causer avec M. Barthou. « Tous jours plus haut ! » M. Barthou a consenti ; et nous avons pu espérer que vos comités allaient nous laisser tranquilles. Eh ! bien non. Il paraît que déjà M. Barthou ne leur suffit plus et qu'ils attendent avec impatience la fin des vacances de Pâques pour aller demander à M. Clemenceau de réorganiser les P.T.T. C'est une note officieuse qui nous en avise.

On vous protège trop, messieurs ; et cela finira par de grosses déceptions. Car M. Clemenceau recroquevillera vos délégués, mais ensuite ? Il y a M. Fallières, qui ne les recevra pas ; et comme nous sommes brouillés avec le Saint-Siège, je ne vois guère, hors de France, que le Tsar et S. M. Edouard VII... Mais non ; plus j'y pense, plus je suis convaincu que ni l'un ni l'autre ne voudra prendre parti dans cette affaire-ci. Je vous dis : vous allez à des déboires... — S.

L'Académie française va reprendre sans retard l'examen des titres des candidats aux fauteuils du cardinal Mathieu et de Victorien Sardou, qui sont au nombre de douze.

Ce n'est qu'après la double élection du 27 mai qu'elle songera à pourvoir à la vacance du fauteuil du marquis Costa de Beauregard.

Aucune candidature nouvelle n'a été déclarée sur le fauteuil du cardinal, que réclament Mgr de Cabrières, Mgr Duchesne, MM. l'abbé Frémont, Stéphane Liégeois et Jounet.

Sur le fauteuil de Victorien Sardou se portent MM. Edouard Drumont, Bouteux, Lenotre, Marcel Prévost, Léon Séché, Paul Vibert et Auguste Chirac.

Enfin, une seule candidature au fauteuil du marquis Costa est officielle jusqu'à ce jour : celle du général Langlois. Mais il est probable que deux autres seront connues jeudi prochain.

L'HISTOIRE ET M. CASTRO

Voici quelque dix ans, Cipriano Castro était un pauvre fermier des Andes. On aime à penser qu'il connaissait les soins que réclame un troupeau, et qu'il était habile à prévoir, d'après la direction des vents et la forme des nuages, les variations de la température. Mais son instruction avait été, pour le reste, fort négligée. Un beau matin, il emprunta à son voisin Gomez un mulet, qu'il enfourcha bravement, et partit en cet humble équipage à la conquête du pouvoir. Il combattit, vainquit, s'installa dans le palais abandonné par Andrade, coiffa une magnifique calotte brodée d'or, passa à son petit doigt une bague ornée d'un diamant volumineux, fut citoyen-président et signa : « Dieu et Fédération, Cipriano Castro ».

Seulement, il n'acheta pas de livres. Ou bien, s'il eut une bibliothèque dans sa délicieuse villa du Paradiso, fleurie de glycines, on peut affirmer hautement qu'il lut fort mal les ouvrages qu'elle contenait. Le citoyen-président ne possède sur l'histoire de France que des notions incertaines. Il est facile d'en juger par un passage de la protestation qu'il a adressée, avant son embarquement un peu rude, au gouvernement français :

« Il est inconcevable, écrit Castro, que sur cette terre qui a vu naître Joséphine de Beauharnais, prêtresse de la liberté et inspiratrice de ce peuple qui a versé pour ce principe des torrents de sang, il y a un siècle à peine, on puisse voir aujourd'hui briser et fouler aux pieds tout ce qui faisait la force des prérogatives consacrées par les Droits de l'Homme ».

Joséphine, prêtresse de la liberté ! Inspiratrice du peuple ! Quel Martiniquais facetieux a fourni sur l'élegante et gracieuse créole de pareils renseignements à Cipriano Castro ? Celui-ci a-t-il confondu Joséphine et Thérèse de Méroquin ?

On ne sait pas. Mais, à voir quelles étranges clartés il a sur la famille Bonaparte, on est moins étonné que Castro se soit si longtemps et si obstinément comparé à Napoléon. — L.

Les Parisiennes, qui sont femmes de goût, ont accueilli la découverte du professeur Técla avec tout l'enthousiasme que celui-ci était en droit d'attendre.

Il en est cependant, parmi nos jolies mondaines, qui craignent de franchir le seuil enchanté du magasin de la rue de la Paix, car elles redoutent un peu le « qu'en dira-t-on ? ». Que dirait-on, en effet, si l'on savait que le baron X ou Mme Z portent des robes scientifiques ?

Il faut se hâter d'ajouter que ces charmantes femmes ont tort, car l'achat même d'un bijou Técla est une preuve de fortune !

Técla ne peut faire de parures bon marché, à cause des difficultés de sa fabrication impeccable et de ses merveilleuses montures plus que toutes autres originales.

Mais, redoutant que bien des mondaines trouvent insuffisant ce raisonnement, la Société Técla vient d'installer un salon privé, muni d'une entrée particulière, par laquelle les acheteuses pénétreront sans être vues. De plus, la Société Técla s'est fait une règle d'envoyer

chez les clients désireux de ne point se déranger un vendeur chargé de leur présenter tout un assortiment de merveilles en perles, rubis, émeraudes et saphirs Técla, dont les montures sont faites de diamants véritables, d'or et de platine, ce qui explique d'ailleurs la valeur de ces bijoux.

Le musicien excellent, le maître de chapelle de l'église russe dont le *Figaro* parlait hier, M. Célestin Bourdeau, est l'un des hommes de France qui possèdent le plus de montres enrichies de brillants, cadeaux des princes, voire des souverains russes de passage à Paris.

Il a des souvenirs qui ne manquent pas d'originalité. Il faut l'entendre raconter sur place la messe d'actions de grâces qui fut chantée rue Daru, en 1867, le lendemain de l'attention manquée de Berezowski contre Alexandre II. Quinze empereurs et rois dans la nef ! Bourdeau, de mémoire, montre les places qu'ils occupèrent ; sans oublier Bismarck, debout derrière son maître.

Il montre aussi, dévotement, la place où Gounod venait chaque année se blottir à côté du chœur franco-russe, les jours de semaine sainte, pour chanter avec lui les offices de la Passion.

Le succès remporté par les robes de Francis à la réunion d'Auteuil dimanche dernier n'a fait que se confirmer et s'affirmer davantage hier à Longchamp. Bien que le temps fût moins engageant que la veille, toutes les élégantes avaient suivi le mouvement. Ce n'étaient que chiffons nouveaux, créations inédites, adorables de grâce, d'allure, de bon ton et signées Francis. On eût dit que toutes s'étaient donné rendez-vous dans ses salons de la rue Auber pour rivaliser d'élégance. Ce fut, pour l'aimable couturier, plus qu'un succès, ce fut un véritable triomphe.

Pâques ! la grande fête du printemps, aussi était-ce un véritable assaut d'élégance dimanche dernier à Auteuil, où se courait le prix du Président de la République. Les plus jolies Parisiennes s'étaient réunies au pesage, formant un vrai massif de fleurs avec leurs rayonnants chapeaux. Ceux-ci étaient l'objet de toutes les conversations et nos grandes élégantes manifestaient hautement leur joie de savoir que le chapeau Amicy embellit, en se félicitant d'avoir rendu visite à cette maison qui est désormais la renommée de la rue Royale.

Nouvelles à la Main

A propos du congrès socialiste de Saint-Etienne :

— Jaurès ne lâchera donc jamais Hervé ?

— Si, le jour où il trouvera à s'attacher à quelqu'un de plus nuisible encore à son pays !

— M. Castro, embarqué de force, revient en France.

— Si au moins il avait pris un billet d'aller et retour !

— D'ailleurs on lui rend service en l'éloignant d'une région où il est guetté par ses ennemis.

— Ici, il ne l'est que par l'opérette.

Dans l'Oise.

Le Monde & la Ville

SALONS

Hier, matinée pour « le bœuf » chez l'ambassadeur de Russie et Mme de Nélidow. Parmi les invités :

Grand-duc Paul de Russie, comtesse de Hohenhausen, comte et comtesse Nostitz, marquis de Mimi, l'ambassadeur de Turquie, le ministre du Belgique et Mme Le Ghat, les ministres de Roumanie et de Perse, le ministre de Suède et la comtesse Gyldesten, vicomte et vicomtesse de Vogüé, M. et Mme Nicolas Xanto, marquis et Mme de Montgarnier, M. et Mme Nicolas de Harnack, M. et Mme Nekidow, comtesse Tzyskiewicz, marquise Paulicé, Mme Edouard André, M. et Mme Soldatenko, comte et comtesse François de Sonis, comte et comtesse Ograt, M. et Mme Poirier-Salvatore, M. de Riter, comte Alfred Tzyskiewicz, comte Henri de Vogüé, major de Mutius, M. de Kanchine, etc.

Par suite d'un deuil, la duchesse de Rohan ne recevra ni aujourd'hui mardi, ni les mardis suivants.

Chez le vicomte et la vicomtesse René Vignal, manoir de quinze très intéressantes, consacrées aux œuvres de M. René Chansarel, le jeune et brillant compositeur, qui joua au piano plusieurs de ses œuvres si délicates, a partagé son grand succès avec Mlle Madeleine Trelli et le maître de la maison qui, accompagnés par l'auteur, interpréteront avec leurs belles voix et leur grand talent diverses mélodies, parmi lesquelles : *Exaltation*, *Anna, Editha, Poème du Rêve, Apparition, Chanson triste*, etc.

Dans l'assistance : Comtesse de La-Salvatore, de Sinéty, de Laperouse, marquise du Rancogne, Mme et Mlle Hottenger, baronnes de Langsdorf, Randonin-Berthier, de Nanteuil, Mmes René Chansarel, Quatrelles, Léprie, Payen, Mlle de Langsdorf, Bouteille, garnier de Vienne, Frédéric Lollé, baronne, comte de Massa, baron Vignal, MM. Lollé, Singer, Payen, etc.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

Mme Jacques Fauchier-Magnan née Bédot, a mis au monde un fils, qui a reçu le prénom d'André. Le jeune mère et l'enfant se portent à souhait.

La vente annuelle de l'orphelinat des Arts, qui avait été annoncée pour les 11, 12 et 13 avril, aura lieu en réalité le 26, 27 et 28 avril dans les salons du ministère de la marine.

MARIAGES

M. Louis de Lacroix de Lavalette, ingénieur des mines, épousera prochainement Mlle Pauline Welschinger, fille du membre de l'Institut, chef du service des procès-verbaux au Sénat, et de Mme Henri Welschinger.

M. Léon Archambault, fils du député de la Drome, ancien député invalidé, est fiancé à Mlle Jenny Gauchot.

On vient de signer à Rome le contrat de mariage du prince Joachim Ruffo, prince de Saint-Antimo, fils du prince Ruffo della Motta-San-Giovanni, duc de Bagnara, et de Baranella et de la princesse née Lucie Saluzzo, avec la princesse Flaminia Odiscalchi, fille aînée de S. A. S. le prince Odiscalchi et de la princesse née Rucellai.

Le fiancé est le frère de la comtesse Joseph Lanza de Mazzarino et de la comtesse Victor Balbo Bertone de Sambuy.

Le mariage religieux sera célébré le mercredi 28 avril.

AU PAYS DU SOLEIL

Le roi d'Angleterre après avoir déposé, hier dans la matinée, son volumineux courrier, est parti pour Saint-Sébastien avec la duchesse de Manchester et les personnes de sa suite.

Après avoir déjeuné avec eux à l'hôtel du Palais, Sa Majesté a assisté de la terrasse au défilé d'une cavalcade composée de cinq cents chevaux et vingt et un chars, parmi lesquels on remarquait ceux des reines de Paris, de la reine d'Ostende et des reines de Saint-Sébastien.

Le Roi a trouvé ce spectacle très beau. Avant de quitter Saint-Sébastien, il a accepté le lunch donné en son honneur à l'hôtel du Palais, par le vice-consul de Saint-Sébastien.

Le Roi arrivera jeudi prochain dans le plus strict incognito et attendra le train qui amènera la reine Alexandra, avec laquelle il se rendra à Gènes. C'est là que leurs Majestés s'embarqueront à bord du yacht royal *Victoria and Albert* pour faire une croisière en Méditerranée.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Paul de Foivre, prêtre suplicien, ancien élève ingénieur des mines, décédé à l'âge de soixante-huit ans. Il était le frère de M. Alfred de Foivre, membre de l'Institut, conseiller maître à la Cour des Comptes. Les obsèques seront célébrées le jeudi 15 avril, à dix heures, à Saint-Sulpice. L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse ; — De Mlle Benoît-Mayer, née Worms, décédée à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. Les obsèques auront lieu demain mercredi, à six heures, au cimetière Montmartre, à dix heures du matin. Du docteur Kufferath, le gynécologue belge et conseiller communal de Bruxelles, décédé à l'âge de cinquante-six ans, des suites d'une opération. Frère du directeur du théâtre de la Monnaie, il avait épousé Mme de Burlet, la veuve de l'ancien premier ministre belge.

Ferrari.

PETIT CARNET

Qui ne connaît ces deux produits admirables de la Maison Zangé : le « Pain grillé Jacques » et le « Petit Pain Richelieu » ? Si l'est vrai qu'on ne les trouve qu'à Paris, qu'on ne les trouve qu'à Paris, qu'on ne les trouve qu'à Paris, leur renommée pourtant a fait le tour du monde. Le premier est l'aliment rêvé de tous ceux qui souffrent de l'estomac, les dyspeptiques, les embarras gastriques ne résistent pas à son emploi régulier. Quant au « Petit Pain Richelieu », il fait le régal exquis des délicats et des gourmets, et il n'est pas un grand dîner où il ne figure. — P. G.

A LONGCHAMP

Voici encore une agréable journée, pas aussi délicate que celle de la veille, à Auteuil, mais fort réussie, en somme. Le temps était légèrement voilé ; quelques gouttes même sont tombées vers le milieu de la journée. Il nous a semblé que la pelouse était plus garnie, toutes proportions gardées, que le paysage. Dans la tribune réservée, nous avons vu quelques ravissantes toilettes, mais dans des tons moins clairs qu'à Auteuil.

Reconnu ça et là au paddock : Princesse Murat, en tailleur noir, soutaché broderies noires, chapeau paillasson violet avec zanzou de fleurettes mauves ; baronne Roger, en robe drap gris-ardoise, broderies même noir, chapeau feutre gris-ardoise et aigrette ; comtesse Gérard de Rohan-Chabot, en tailleur noir, bro blanc, chapeau de paille hélio et ailes mauves ; comtesse de Saint-Paul, en robe serge gris, chapeau noir et aigrette noire ; Mme Maurice Ephrussi, en robe drap café au lait, broderies même noir, redingote cachemire noir, chapeau noir avec noué et ailes bleu clair ; comtesse de Berteux, en robe drap vert-bleu, avec broderies, boa de fourrure, chapeau paille noir et plume noire ; comtesse Tzyskiewicz, robe tailleur noir, grand manteau noir, chapeau avec aigrette noire ; comtesse Antoine de La Forest-Divonne, en robe drap vert-olive, broderies

même noir, chapeau noir et plume noire ; Mme Flary-Horard, en robe serge gris, chapeau enroulé et bouffant de violettes ; comtesse de Saporta, en robe drap gris, étole de fourrure, chapeau de cuir gris et plumes violettes ; baronne Et Rodocanachi, en robe cachemire noir, chapeau noir ; marquise du Pradollet, robe de cachemire caré au lait, étole de fourrure, chapeau noir et plume noire ; baronne de l'Espée, robe de cachemire noir, chapeau paille noir et aigrette grise ; comtesse Adhémar de Chevalier, en robe de serge gris-bleu soutaché de broderies, chapeau noir et aigrette noire ; marquise du Lanjumeau, en robe de cachemire noir, chapeau avec plumes grises ; baronne Lambert, en robe de drap jaune avec soutaches même noir, chapeau noir et plumes noires ; Mme Emile Halphen, en robe cachemire noir, redingote liberty noire, chapeau avec plumes grises ; comtesse Antoine de Salvoré, tailleur gris-bleu soutaché, grand paillasson vert avec coques de satin noir ; Mme Barrachin, robe de drap paille, grand chapeau noir et plumes noires ; Mme Jean Stern, robe tailleur beige, chapeau paille blanc et aigrette jaune ; Mme Raphaël Lévy, robe de drap feuille morte, chapeau avec plumes grises ; comtesse Xavier de La Rochefoucauld-Laval, robe étole de fourrure, chapeau avec piquet de liliac ; comtesse de Beaumont de Tréden, robe drap paille, chapeau noir et aigrette ; Mme Paul de Brémard, robe de cachemire noir, chapeau paille noir, même noir, chapeau paille gris et plumes bleues ; comtesse de Fels, robe de drap gris-bleu avec broderies même noir, chapeau paille crème avec plumes noires ; baronne de Noailles, robe drap paille, gilet liberty noir, chapeau paille hélio ; baronne Edmond de Rothschild, tailleur gris-bleu, chapeau très relevé de côté de paille jaune et plumes noires ; Mme Ed. Forgas, robe de serge lie de vin, chapeau avec plumes violettes ; comtesse Cahen d'Anvers, tailleur noir, chapeau plumes gris-ardoise ; Mme Lotellier, cachemire noir, petite capote noire avec calotte de velours baumane ; comtesse Charles de Boncourt, en robe de cachemire ardoise, chapeau paille noir et rose rouge ; baronne Wrangel, en robe drap gris-ardoise soutaché, chapeau noir avec ruban lie de vin ; Mme Marie Froment-Meurice, en tailleur gris-bleu, chapeau assorti ; vicomtesse Foy, en robe drap gris, chapeau aigrette noir ; Mme Légrand, robe de fourrure, en robe drap gris, chapeau avec noué et ailes noirs ; comtesse de Vienne, Frédéric Lollé, comte de Contades, en robe tussor kaki, chapeau feutre marron et fleurs violettes.

Régina.

L'Expulsion de M. Castro

Fort-de-France, 11 avril.

M. Castro a exprimé la crainte d'être mis en prison dès son arrivée en France. Il a l'intention, en débarquant à Saint-Nazaire, de se rendre aussitôt que possible en Espagne, d'où il s'embarquera pour Ténériffe.

Son frère est resté à Fort-de-France.

Saint-Jean (Antilles danoises), 12 avril.

Conformément à l'attitude adoptée par les autres puissances européennes et les Etats-Unis, le ministre danois des finances, qui a également la direction du département colonial, a donné des ordres au gouverneur des Antilles danoises pour qu'il soit interdit à l'ex-président Castro de débarquer dans ces îles.

New-York, 12 avril.

Le paquebot la *Guadeloupe*, à bord duquel se trouve Mme Castro, n'est pas même entré dans le bassin de La Guayra ; il a continué sa route pour le port de la Colombie le plus voisin. La femme de l'ex-président n'a pas eu la permission de débarquer à La Guayra.

A l'Etranger

Japon et Corée

Voici un livre peu volumineux, mais dont la signification est immense, car il témoigne de la complète absorption d'un peuple faible par un peuple fort. C'est le rapport du résident japonais à Séoul sur les réformes et les progrès accomplis en Corée. Cet ouvrage, publié en anglais (*Annual Report for 1907 on Reforms and Progress in Korea*), rappelle tout à fait les remarquables rapports de lord Cromer, du temps où il avait la charge de diriger l'Egypte.

Des statistiques et des chiffres, des textes de lois et des documents diplomatiques, tout cela pourrait paraître sec et terne sans doute, mais pour quiconque a vu les lieux et connu un peu les hommes, tout cela s'anime et s'éclaire singulièrement. Cette émigration japonaise en Corée, cette invasion de la presqu'île par les petits hommes au corps de bronze, il faut bien peu d'effort pour se les représenter ; par tous les ports coréens, Fusan, Mokpo, Chemulpo, Chinampo, ils arrivent en troupes innombrables, les petits Nippons, empaillés comme des oranges dans la cale et sur le pont des paquebots. Tous pareils les uns aux autres, ayant tous le même bagage et le même aspect, s'installent dans les deux malles d'osier en équilibre aux deux bouts d'une latte de bambou, les voilà qui trottent et se dispersent ; ils vont partout, ils sont partout, et ils prennent tout. C'est un mobile puissant, la faim, qui les pousse hors de ce Japon qu'ils aiment et qu'ils ne quittent pas sans regret. La situation économique du pays n'a jamais été plus effroyable qu'au lendemain des triomphes de Manchouche.

Une terrible misère désolée les campagnes et les villes. L'armée des sans-travail, des mangeurs de choses immondes, des meurt-de-faim, est aussi nombreuse que l'était celle du maréchal Oyama.

La population s'accroît dans des proportions extraordinaires, en vertu de la loi bien connue qui veut que plus on est pauvre et plus on fait d'enfants. Mais les impôts et les taxes s'accroissent dans des proportions plus grandes encore. Mon ami Ludovic Naudeau, dans son livre si original et si documenté, *Le Japon moderne*, donne là-dessus de bien curieux détails. Tout est imposé ; rien n'échappe à un fise impitoyable et toujours à court d'argent.

En dépit de ses victoires, en dépit de ses impôts de plus en plus écrasants, le Japon grossit d'année en année son budget de la guerre et de la marine. Il n'a plus, semble-t-il, d'ennemi à vaincre et cependant il arme avec une frénésie croissante. C'est comme une folie de militarisme et d'impérialisme : « D'après une statistique dressée par les Chambres de commerce, dans les dépenses ordinaires l'armée entre pour 38,17 0/0, la marine pour 24,27 0/0 du budget total. L'armée et la marine absorbent donc 62 0/0 du budget, tandis que 13 0/0 seulement sont affectés aux communications et 3,36 0/0 au commerce et à l'industrie... Alors qu'avant la guerre de Chine les dépenses militaires ne dépassaient pas de 20 à 30 0/0, elles menacent de s'élever à 70 0/0. »

La France est le Japon et un jour beaucoup plus riche que le Japon et un jour beaucoup plus exposé. Quand nos socialistes et nos antimilitaristes se plaignent de l'accroissement des dépenses militaires chez

nous, ne faudrait-il pas les renvoyer à l'exemple et aux chiffres que je viens de citer ?

Pour une contrée si imposée et si surpeuplée, l'émigration devient une nécessité fatale. La Corée, deux fois conquise par les armées japonaises, sert tout naturellement d'exutoire au trop-plein de la population.

Le rapport du résident général nous fait assister à la mainmise du gouvernement japonais sur le gouvernement coréen. Toute une série de protocoles et d'accords diplomatiques ont pour effet de faire passer la Corée sous la dépendance absolue du Japon, au double point de vue de l'administration intérieure et des relations étrangères. Le premier de ces protocoles est daté du 23 février 1904, deux semaines après l'ouverture des hostilités entre le Japon et la Russie ; par l'article 1^{er}, le gouvernement impérial de Corée déclare mettre son entière confiance dans le gouvernement impérial du Japon qui prend, de son côté, l'engagement de maintenir définitivement l'indépendance de la Corée. Au moment où l'on signe cet acte, les petits soldats de Kuroki commencent à débarquer dans l'« empire du Matin calme » et à remonter au Nord, vers le Yalou, où ils vont cultiver les premières troupes russes. La présence des petits soldats donne sa pleine signification à ce premier accord (?) diplomatique. Depuis celui-là, le gouvernement coréen ou a signé bien d'autres qui le lient de plus en plus, jusqu'au point qu'ils finissent par le supprimer.

Les relations extérieures et toute l'administration du pays sont maintenant entre les mains des Japonais. Le résident général dispose de l'autorité souveraine ; des agents et des sous-agents dirigent toutes les branches du gouvernement.

Il restait un petit noyau de troupes indigènes ; les Japonais, tout d'abord, songèrent à les encadrer de leurs instructeurs, à les soumettre à leur discipline, afin de les utiliser ainsi. Mais bientôt après, ils changèrent d'avis ; ces soldats indigènes excitèrent leurs défiances, et un rescrit impérial du 1^{er} août 1907 ordonna qu'ils seraient tous licenciés. Quelques échafaudés se produisirent à ce propos ; deux ou trois bataillons coréens refusèrent de se laisser désarmer, il fallut employer les baïonnettes nipponnes pour les réduire. Ce fut là le dernier sursaut de l'indépendance coréenne.

Depuis, les Japonais se sont mis à l'œuvre et le rapport du résident général témoigne de leur activité : les finances publiques, la justice, le commerce, les communications, les travaux publics, l'agriculture et l'industrie, l'hygiène, l'éducation, tels sont les différents chapitres de ce rapport bien ordonné ; on y suit pas à pas les efforts accomplis, on y constate les résultats obtenus.

Raymond Recouly.

DERNIÈRES NOUVELLES

L'alliance anglo-japonaise

On nous communique d'une source très autorisée cette dépêche qui donne un démenti formel aux bruits mis en avant par la presse allemande :

Tokio, le 11 avril.

La nouvelle répandue par certains journaux concernant la prétendue intention du gouvernement japonais de dénoncer le traité d'alliance avec l'Angleterre, a produit ici une surprise très désagréable. En effet, le gouvernement et le peuple tout entier sont attachés plus que jamais à cette alliance, qui est le pivot de la diplomatie japonaise. Tout le monde s'efforce de la consolider toujours davantage, et s'occupe activement des préparatifs de l'exposition anglo-japonaise qui aura lieu à Londres, l'année prochaine. On est convaincu que ce n'est qu'une invention tendancieuse.

Une manifestation au « Neues Theater » de Berlin

Berlin, 12 avril.

Une assez vive manifestation s'est produite hier au « Neues Theater » où l'on joua en ce moment la fameuse pièce de M. Mourier, *le Foyer d'un Anglais*.

Elle n'a pas eu un caractère anti-anglais, et n'a pas non plus revêtu la forme d'une démonstration contre la pièce. C'était une protestation, mais aussi violente que possible, contre l'idée de transporter sur une scène allemande un drame patriotique étranger. Beaucoup d'officiers de marine en civil assistaient à la représentation ; on a remarqué leur attitude correcte. A côté d'eux, d'autres messieurs, également corrects, protestaient avec véhémence. C'étaient des Anglais, profondément choqués et indignés à la pensée de voir jouer à Berlin une pièce dont la seule raison d'être est le souflet patriotique et qui n'a pas d'autre mérite que celui-là.

Rien n'a manqué, d'ailleurs, à la représentation d'hier pour accentuer le désordre et le désarroi du public. Au plus fort des huées, un commencement d'incendie s'est déclaré sur la scène. Un pan de mur, en croulant, a couvert de plâtras les premiers rangs de fauteuils, et un grand nombre de spectateurs sont sortis pour réclamer le remboursement de leurs places.

Ce fut un spectacle sans élégance et qu'on ne peut que profondément regretter. La soirée d'hier sert à fixer un moment historique : l'antagonisme entre deux grands peuples, qui à pris des formes dangereuses et exaspérées. Mais elle n'a eu, en aucune façon, la portée d'un acte antinational. — BONIFEX.

Le nouveau cabinet portugais

Lisbonne, 12 avril.

Le Roi a reçu cet après-midi les nouveaux ministres, qui se présenteront devant les Chambres dans le courant de la semaine. Le cabinet compte sur l'appui des progressistes, des henriques et des amaralistas.

Le président du Conseil, M. Telles, adoptera le programme de son prédécesseur.

Les affaires de Perse

Saint-Petersbourg, 12 avril.

On apprend de Téhéran que la Turquie aurait décidé d'envoyer une centaine de soldats pour la défense de Salégation.

L'entrevue de MM. de Bülow et Tittori

Venise, 12 avril.

Les journaux commentent la visite du ministre Tittori au chancelier de Bülow. Malgré le caractère privé de l'entrevue et qu'il n'y avait aucun toast à être porté au grand dîner offert par M. Tittori au prince de Bülow et aux autorités dans le salon des doges de l'hôtel Royal Danieli, on attache une réelle

importance à cette entrevue. On considère la rencontre du roi et de l'empereur Guillaume, comme certaine. — SPADA.

Conférence franco-suisse

Berne, 12 avril.

Je crois savoir qu'au palais fédéral on est enfin bien décidé à faire aboutir les négociations avec la France pour la solution des voies d'accès au Simplon. D'ailleurs, à part quelques centres gothardistes intransigeants, l'opinion publique partage cette manière de voir. On peut donc en conclure que la situation est bonne et que la conférence franco-suisse, dont la réunion est définitivement fixée au 17 mai, aura désormais une tâche assez facile.

Voici quelle sera sans doute la base de l'entente : 1^{re} construction du Frasn-Val-lorbe, à laquelle s'intéresse le P. L. M. ; 2^e construction du Montier-Granges, que réclame la Compagnie de l'Est ; 3^e concession pour la ligne de la Faucille, favorable surtout aux intérêts de la France et de Genève ; 4^e celle, toutefois, ne viendrait qu'après l'achèvement des deux autres entreprises.

Il reste le partage du trafic entre le Gothard et le Montier-Granges-Loetschberg. Cette question si délicate se règlera aussi, dans le sens de l'équité. Sous l'influence du Conseil fédéral, la direction des chemins de fer fédéraux ne fera plus d'opposition. — Jean ROLL.

Le Tsar et M. Stolypine

Saint-Petersbourg, 12 avril.

Le rescrit impérial qui confie à M. Stolypine, président du Conseil, l'ordre de l'Aigle Blanc porte cette mention :

« L'œuvre méritoire inspirée par l'amour pour la patrie que vous avez accomplie à la tête du gouvernement est appréciée par moi à toute sa valeur, de même que la confiance que le général, l'homme d'Etat, a su exprimer ma reconnaissance cordiale de votre activité incessante pour le bien du pays, je vous confère l'ordre de l'Aigle Blanc. »

Troubles sismiques

Palermo, 12 avril.

L'Etna est de nouveau en activité depuis hier ; le cratère est enveloppé dans d'immenses nuages de fumée et de cendres. La population est fortement impressionnée par ces menaces d'éruption ; elle craint que le phénomène ne soit accompagné de secousses sismiques.

New-York, 12 avril.

Une violente secousse de tremblement de terre a été ressentie ce matin à 3 h. 5 à Lima (Pérou). La secousse, allant de l'est à l'ouest, était accompagnée de grondements souterrains, d'un épais brouillard et de nuages de poussière.

COURTES DÉPÊCHES

— Le prince Nashimoto a été reçu hier en audience par le roi d'Espagne. Il a présenté également ses hommages à la reine Victoria et à la reine-mère.

— Le Pape a reçu le cardinal Coullié.

— Un engin a fait explosion avant-hier à Barcelone, dans la rue Aldena qui est très fréquentée.

— Hier soir, même émoi. Une bombe semblable a éclaté rue Saint-Paul. Dans les deux cas, il n'y a eu aucune victime.

— Le pèlerinage français de pénitence à Jérusalem s'est achevé par un banquet présidé par le consul général de France.

Figaro à Londres

Londres, 12 avril.

LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DES TRAMWAYS

Londres, 12 avril.

La grève des employés de la « London United Tramway Company » continue paisiblement et ne dérange personne. Les autobus sont sortis ce matin comme d'habitude ; ils ont fait le service normal des jours de « Bank Holiday ». Sir Clifton Robinson, directeur de la Compagnie, a déclaré que le nombre des grévistes ne dépassait guère 250, qu'ils ne seraient pas repris par la Compagnie et que, pour les remplacer, il avait suffi de faire appel aux équipes de réserve.

Tous les hommes qui étaient de service hier et aujourd'hui ont reçu une double paye, la Compagnie tenant à exprimer d'une façon pratique toute sa reconnaissance à ceux qui sont restés fidèlement à leur poste.

Il faut aussi enregistrer une menace de grève dont les conséquences pourraient être très graves.

La section de Highgate de l'« Amalgamated Association of Tramway and Vehicle Workers » demande au conseil exécutif de poser à tous les membres du syndicat travaillant sur les lignes du « London County Council » la question suivante :

« Out ou non êtes-vous prêts à faire grève obéissant au « London County Council » le dimanche de huit heures et le paiement des heures supplémentaires durant la semaine ? »

Le conseil exécutif ne désire pas la grève, mais il sera forcé de soumettre les demandes de ses membres à un arbitrage, et si l'arbitrage ne donne pas satisfaction aux syndicats, la grève paraîtra inévitable. Quant à la date pour ces quatre mille mécaniciens et conducteurs, employés par le « London County Council », font partie de l'« Amalgamated Association ».

LA COUR ET LA VILLE

La reine Alexandra et l'impératrice douairière de Russie ont rendu visite samedi après-midi à la princesse royale et au duc de Fife ainsi qu'aux princesses Alexandra et Maud, qui étaient arrivées à Londres le matin même, venant d'Egypte.

Samedi soir, l'impératrice douairière a assisté, dans la chapelle russe de Welbeck Street, au service de la veillée pascale. Après le service, l'impératrice douairière a honoré de sa présence le souper traditionnel que, chaque année, à la veille de Pâques, l'ambassadeur de Russie et la comtesse Benckendorff donnent à l'ambassade et auquel ils convient l'élite de la colonie orthodoxe slave de Londres.

La reine Alexandra et l'impératrice douairière se sont rendues dimanche en automobile à Frogmore, où elles ont lûché avec le prince et la princesse de Galles. Leurs Majestés quitteront Londres vendredi matin pour le continent. Un communiqué officiel assure que très prochainement l'impératrice accompagnera son auguste sœur jusqu'à Paris, afin d'y rencontrer le roi d'Angleterre.

Swinburne ne sera pas entré dans l'abbaye de Westminster, comme l'avaient suggéré quelques-uns de ses admirateurs ; il sera transporté à Bonchurch, près de Ventnor (île de Wight), et il sera enseveli jeudi, dans le petit cimetière de campagne où reposent déjà son père, sa mère et la plupart des membres de sa famille.

L'anniversaire de l'indépendance de la Grèce a été commémoré hier par un service solennel, célébré dans l'église grecque orthodoxe de Bayswater.

M. Romano, ministre de Grèce ; L. Cazanoglu, premier secrétaire, et tous les membres de la légation et du consulat y assistaient, ainsi que toutes les notabilités de la colonie grecque.

Le Royaume-Uni a perdu, en un même jour, trois centenaires. Le plus jeune, M. Timothy Coleman, est mort hier à Queens-town (Irlande), chez sa fille, lady Carroll. Il

était âgé de cent-trois ans. Durant sa longue existence, il n'avait jamais eu une seule maladie ; jusqu'à la fin il conserva toutes ses facultés.

Le second centenaire, George Pettengale, de Canewdon (Angleterre), allait célébrer, dans quelques jours, son cent-sixième anniversaire. Simple ouvrier agricole, il avait prouvé sa retraite il y a quelques années. Il jouit, lui aussi, jusqu'à sa mort, de toutes ses facultés.

Enfin, hier également, s'est éteinte Mrs Kate Cebellane, de Dunmanway (Irlande), qui était âgée de cent-dix ans.

Tout récemment, son mari mourait dans sa cent-neuvième année. — J. COUDRIER.

Amérique latine

DANS LA BOLIVIE

La Paz, 12 avril.

Tramways. — Aujourd'hui aura lieu l'inauguration des travaux du tramway électrique de La Paz.

La production d'étain. — D'après les renseignements statistiques que le gouvernement bolivien a fait paraître ces jours derniers, la production d'étain de la Bolivie s'est élevée pour 30,000 tonnes dans le courant de l'année 1908.

DANS L'ARGENTINE

Buenos-Aires, 12 avril.

La production viticole. — La culture des vignes dans la province de Mendoza a pris ces temps derniers un développement considérable. En 1907, la production de vin s'est élevée pour plus de 112,500,000 francs, destinée principalement à la consommation du pays.

Exposition internationale d'agriculture. — L'Association rurale argentine a décidé d'organiser l'année prochaine une exposition internationale d'agriculture, à l'occasion du centenaire de l'indépendance argentine, à Buenos-Aires. Cette exposition sera ouverte le 6 juin sous les auspices du gouvernement argentin, qui informera préalablement les Etats étrangers de son organisation. Le détail des programmes sera introduit à l'exposition en se soumettant aux lois sanitaires de la République. Dans cette exposition il sera exposé des produits de l'agriculture, de la chasse, de la pêche et de la machinerie agricole.

AU BRÉSIL

Rio-de-Janeiro, 12 avril.

Chemins de fer. — C'est seulement depuis 1880 qu'un développement notable s'est produit dans le réseau des voies ferrées au Brésil.

Aujourd'hui, nous sommes à même de pouvoir donner un aperçu de l'importance des diverses lignes, avec indication, en milles, de leur étendue respective :

Chemins de fer appartenant à l'Etat fédéral : exploités par l'Etat, 2,114 milles ; affermés par l'Etat, 3,038 ; chemins de fer concédés par l'Etat fédéral : avec garantie d'intérêts, 1,448, sans garanties, 1,148. Lignes appartenant aux divers Etats brésiliens, 3,827. Soit, en totalité, 11,573 milles.

Neuf Etats de la Confédération brésilienne se partagent les 633 milles de voies ferrées ouvertes à l'exploitation durant la seule année de 1908. L'Etat de Sao Paulo figure pour lui seul, dans cet ensemble, pour à peu près la moitié de la totalité.

AU PÉROU

Lima, 12 avril.

Les Associations de pères de famille

L'opinion publique n'est pas sans prêter quelque attention à une question posée depuis peu devant elle, celle des Associations de pères de famille. Ces groupements nouveaux, et qui font quelque bruit, se proposent de surveiller l'école publique dont ils incriminent les leçons. Leur légitimité n'est ni contestée ni contestable : il semble même qu'une certaine faveur accueille l'idée qui précède à leur création. Mgr Turinaz et M. Desvoys la préconisent ; M. Doumergue, dans l'exposé des motifs d'un projet de loi sur l'enseignement primaire, a dit de l'ordre du jour, dit de l'Etat « qu'il a trop souvent et trop sincèrement réclamé la collaboration de la famille à l'œuvre scolaire pour réprimer sa sollicitude et même son contrôle » ; dans son rapport sur le budget de l'instruction publique, M. Steeg écrit : « Comment ne serait-il pas légitime qu'accompagnant l'école jusqu'à la porte de la classe, la famille se préoccupât de ce qu'il entend, et de ce qu'il apprend de l'autre côté ? » M. Ferdinand Buisson, attentif à tout ce qui concerne l'école, ne pouvait manquer d'exprimer, à son tour, son opinion sur une initiative si attachante. Il l'a fait dans un article du *Manuel général*, revue pédagogique répandue, et il l'a fait en me mettant personnellement en cause ce qui me crée le devoir et me vaut le plaisir de lui répondre.

J'ai eu l'honneur, en effet, de m'occuper activement d'Associations de pères de famille et j'ai dû m'expliquer sur leur but, leur rôle et leurs tendances. J'avais des adversaires ardents. La *Revue de l'Enseignement primaire* me présentait à son public d'instituteurs sous un jour de fantaisie. J'ai protesté. J'ai dit qu'il ne s'agissait pour nous ni de lutter contre l'école laïque, ni de l'environner d'un cercle hostile d'organismes confessionnels. J'ai ajouté que largement ouvertes à tous les pères de famille, sans distinction de partis ou de croyances, nos Associations entendaient rester sur le terrain familial, le seul qui nous parût propre à rendre leur action populaire et féconde.

Pour nettes qu'elles fussent, ces déclarations n'avaient pas le mérite de l'originalité ; elles ne faisaient que confirmer une doctrine à laquelle je me suis attaché dès la première heure et que j'ai maintes fois défendue. Et cependant la *Revue de l'Enseignement primaire*, et, après elle, M. Buisson, en ont été frappés comme d'un son de cloche inattendu, annonçant une « évolution significative » de notre mouvement. M. Buisson surtout a paru surpris et même charmé de l'indépendance que nous revendiquons hautement pour notre œuvre. Et, tout aussitôt, rappelant les grandes lignes et les points saillants de la thèse que nous venions de soutenir, il a cru découvrir « un abîme entre elle et celle de l'épiscopat ». « Si, en effet, — c'est M. Buisson qui parle, — l'autorité religieuse interdit un livre, les familles désireuses de rester en règle avec l'Eglise sont tenues, *ipso facto*, de s'insurger contre les lois scolaires. Ainsi le veut le magistère sacré que l'Eglise s'attribue, son droit souverain de diriger les consciences. » Notre thèse, au contraire, dit-il, ne s'appuie pas sur le droit divin de l'Eglise, mais sur le droit et le devoir de la famille. Ce que nous invoquons, c'est la responsabilité des parents en matière d'éducation. Et M. Buisson conclut que cette divergence de principes conduit à deux types bien différents d'associations, celui que je préconise et qu'il approuve « comme étant l'une des formes normales et heureuses de la collaboration des familles à l'éducation de leurs enfants », celui des évêques, qu'il redoute comme ne pouvant être « qu'un instrument dans la maison de certains comités ecclésiastiques ou politiques, qui entendent remettre la main sur l'école. »

Je ne sais pas et je ne veux pas rechercher s'il existe, en France, des Associations du type redouté par M. Buisson. Mais je ne fais aucune difficulté de reconnaître que l'action de l'Eglise et celle des Associations de pères de famille ne sauraient être confondues. La simple logique le veut ainsi. Les évêques agissent d'autorité sur les consciences individuelles. S'ils ont quelque influence sur les leçons d'un maître, c'est en vertu de la force de leur parole, et non de la force de leur religion, ils jettent l'interdit sur la foi religieuse, les familles doivent, sous peine de hautes sanctions morales, se soumettre aux décisions prises ; catholiques, elles s'inclinent ; la loi de l'Eglise est la leur et ce qu'elle juge est

bien jugé. Tout autre est la situation des Associations de pères de famille au regard de l'autorité religieuse. Si, dans le modeste ressort de leurs cantons respectifs, ces groupements étaient non des assemblées délibérantes, ayant leurs droits et leur responsabilité propres, mais de simples chambres d'enregistrement des décisions ecclésiastiques, elles ne seraient plus qu'un instrument passif de surveillance et nullement le rouage actif de contrôle personnel que leurs statuts prévoient. Elles apparaîtraient non plus comme la représentation autorisée de la famille, mais comme une armée invincible de l'Eglise ; elles verraient s'évanouir, avec l'esprit qui a présidé à leurs origines l'autorité que seule leur indépendance peut leur maintenir auprès de l'école. Voici que, peu à peu, la famille française s'élève jusqu'à un niveau intégral de son droit. Un grand bien social doit jaillir de l'effort qu'elle tente. Mais cet effort ne sera compris, accepté, aidé, que s'il exclut toute arrière-pensée politique ou confessionnelle, que s'il échappe à l'hégémonie tentatrice des partis ou des groupes, et s'il n'est pas suspect de poursuivre un autre but que celui qu'il révèle au grand jour. Penser autre chose serait folie et, d'ailleurs, cette doctrine a-t-elle rien qui puisse choquer qui ce soit ? Eh quoi ! l'on serait ému parce que nous ouvririons largement nos frontières, parce que nous n'exigerions pas à l'entrée de nos groupes un billet de confession politique ou religieuse et que nous accepterions quiconque est père de famille et s'engage à respecter nos statuts ! Mais qu'on veuille bien examiner ces statuts ! Quel but assignent-ils à l'Association ? Elle fera respecter dans l'école le patriotisme et la neutralité. » Est-il formule plus accueillante ? Qu'exclut-elle en fait ? Le père de famille antipatriote, c'est certain ; mais elle admet quiconque aime sincèrement son pays et ne veut pas que l'école tende à faire des citoyens moins épris de nos annales, moins conscients de leurs devoirs que leurs aînés. Sur le terrain de la neutralité, elle rallie tous ceux qui pensent que, respectueuse des origines, l'école publique ne saurait être un foyer de prosélytisme au profit d'une secte ou d'un parti. Citoyen, vous y entrez avec vos idées qui ne sauraient blesser personne puisqu'en vous c'est le père de famille surtout que l'Association considère, puisqu'elle ambitionne d'être l'école où vous apprendrez vos devoirs et vos droits, puisque ces devoirs et ces droits sont les mêmes pour tous, que vous les teniez à titre égal de la nature qui vous a faits pères et de la loi qui les a consacrés.

Mais cette indépendance — qui n'exclut pas la recherche d'un conseil opportun, — cette largeur de notre programme et de nos vues se heurtent-elles au précepte de la Déclaration des évêques ? M. Buisson — qui l'affirme — aurait-il mal lu ce document ? J'ai lieu de le croire, car il n'y est précisément question que des droits de la famille et de son autorité sur l'enfant : « Tout d'abord, dit la Déclaration, contrairement à la doctrine césarienne, qui prétend que l'enseignement public est donné exclusivement au nom de l'Etat, nous nous disons : pères de famille, nous, vos évêques, qu'il doit être principalement au vôtre. » Elle ajoute : « Ce que nous demandons, c'est qu'en toutes les formes de ses initiatives et de ses concours, l'Etat ne perde pas de vue le droit primordial de la famille. » Elle dit encore : « La Sainte Eglise est la grande auxiliaire d'institution divine. A partir du baptême auquel vous les avez librement présentés, vos enfants sont ses fils spirituels et elle réclame le droit de vous aider, elle aussi, à les élever. » Et enfin elle déclare : « Puisque l'œuvre de l'école s'accomplit premièrement, en votre nom, par une délégation d'où vous n'êtes jamais absents, votre droit de la surveiller est absolu. » Voilà la doctrine de la déclaration ; en quoi la mienne en serait-elle l'antithèse ? L'une et l'autre d'ailleurs s'harmonisent avec les idées que Jules Ferry défendait à la tribune du Sénat, dans les discussions qui suivirent le vote de la loi de 1882 : « L'instituteur, prend les enfants comme ils lui viennent avec leurs idées et leur langage, avec les croyances qu'ils tiennent de la famille et il n'a d'autre souci que de leur apprendre à en tirer ce qu'elles contiennent de plus précieux au point de vue social. C'est-à-dire les préceptes d'une haute moralité. L'instituteur ne se substitue ni au père, ni au père de famille ; il joint ses efforts aux leurs pour faire de chaque enfant un honnête homme. » Ainsi, il n'y a qu'une voix pour le reconnaître : l'enfant appartient à ses parents ; l'Etat peut les aider à l'élever, l'Eglise de même ; ni l'Eglise, ni l'Etat ne peuvent prétendre et ne pré-

tendent en effet substituer à l'hégémonie familiale leur propre autorité.

M. Buisson reconnaît l'intérêt de notre programme ; mais il veut mettre notre sincérité à l'épreuve. « Soit ! dit-il, vos Associations ne sont pas une machine de guerre contre l'école, celles du moins que votre groupe élabora. Vous avez de nous le prouver un moyen bien simple. Nos instituteurs vont aller au-devant de vous, offrir à ces parents que vous groupez un entretien loyal ; ils vont s'expliquer avec eux. Si l'Association de pères famille refuse cette offre, elle se juge elle-même et nul ne s'y trompera. »

Je suis bien à l'aise pour répondre à cette proposition. Et j'y réponds par une adhésion sans réserve. Au surplus nous n'avons pas attendu que M. Buisson la formulât pour entrer en contact avec les instituteurs et nous ne les avons jamais abordés sur un ton malveillant ou bien avec la pensée de tendre un piège à leur bonne foi. Les démarches ainsi tentées par les familles les ont amenés parfois à mieux comprendre leur rôle, et je sais tel et tel de nos groupements qui enregistrent avec satisfaction dans leurs assemblées générales la correction absolue de l'enseignement officiel. Mais le plus souvent, les instituteurs, sollicités de modérer leur langage ou d'épargner aux enfants certaines lectures, ont refusé de céder aux objurgations les plus correctes et les plus instantes. M. Buisson fait renaître en nous l'espoir que cet ostracisme cessera, que désormais parents et maîtres pourront « causer » et même que, loin de se dérober, les instituteurs viendront à eux la main tendue. Nous nous en félicitons et, pour marquer à quel point nous sommes sincères, voici ce que nous proposons à notre tour.

Il existe, à cette heure, dans trois communes des environs de Reims, un conflit qui menace de prendre une tournure de plus en plus grave. Depuis longtemps, les instituteurs y imposent aux enfants des manuels que les familles jugent intolérables. Je n'apprends pas le bien ou le mal fondé de leur protestation ; je les constate et je constate aussi l'obstination des maîtres à maintenir les livres que repoussent les parents. Il s'agit, en l'espèce, de trois ouvrages d'histoire, ceux de Rogie et Desquelles, Aulard et Debord, et Calvet, du manuel de morale et du manuel de lectures de E. Primaire. D'accord avec le président de l'Association des familles de Reims, et pour répondre aux vœux de M. Buisson, je propose un débat contradictoire sur ces manuels entre les instituteurs et les membres de l'Association. On examinera la question de savoir si certaines consciences peuvent être légitimement froissées par ces livres et si l'en ne convient pas qu'ils fussent ou bien corrigés par leurs auteurs ou bien éliminés des écoles où leur adoption fait scandale. Aucun règlement, en effet, n'oblige les instituteurs à les y maintenir. Ils choisissent leurs livres d'après une liste qui, pour chacune des matières de l'enseignement, comporte les ouvrages les plus divers ; et à supposer qu'elle ne contint — ce dont je serais surpris — que des livres peu en harmonie avec les croyances religieuses ou le sentiment patriotique des parents, il appartiendrait aux maîtres qui la proposent et à la commission qui l'arrête, de donner d'une année à l'autre aux familles les satisfactions qu'elles sont en droit de réclamer.

Le débat que je propose — débat purement privé, échange de vues même plutôt que de débat — ne paraît donc pas devoir rencontrer d'objections sérieuses parmi les instituteurs. Et c'est par lui qu'il conviendrait, un peu partout, de commencer. Je crois à l'efficacité d'une collaboration des parents et des maîtres ; dans l'intérêt même de l'éducation des enfants. Mais la première condition de cet accord en vue d'une œuvre si haute et si délicate est une sympathie réciproque des éducateurs communs, sympathie basée sur un respect mutuel des consciences. Serait-il donc impossible de l'obtenir ? Je ne le crois pas. Il suffit que de part et d'autre se manifeste un peu de bonne volonté. Les parents ont-ils d'injustes préventions contre certains livres, elles tomberont devant une explication intelligente du maître ; au contraire, leurs griefs sont-ils fondés, ils n'auront pas de peine à en convaincre l'instituteur. Quel homme serait-il s'il s'obstinait à imposer aux enfants le livre qui combat toutes les idées, toutes les croyances des familles, et quelle résistance ne rencontrerait-il pas, s'il apparaissait comme investi par l'Etat d'un pouvoir souverain sur les consciences ?

D. Gurnaud,
avocat à la Cour d'appel de Paris.

C'EST AU PIED DU MUR

que l'on voit le maçon
C'est à l'œuvre
que l'on a vu Crémieux

Dans cette bousculade d'affaires provoquée par le beau temps, la veille des fêtes, il a été vraiment prodigieux.

Et il n'y a certainement pas une maison qui, la veille de Pâques, ait accepté de livrer des commandes le lendemain. Chez Crémieux, tout le monde a été servi à l'heure, et on peut sans crainte recommander le tailleur parisien, qui est le seul à livrer pour 55 francs, sur mesure, son merveilleux complet ou pardessus de ville ou d'auto.

C'est une réclame qui attire tout Paris 9, boulevard des Italiens.

JOURNAUX ET REVUES

Un penseur libre

C'est M. le maire de Darney (Vosges). Les *Débats* signalent l'activité de ce personnage comique.

Il n'y a pas longtemps, M. le maire prit un arrêté qui interdisait la sonnerie de l'Angelus et des offices de l'Eglise. A peine autorisait-il, pour la grande messe et pour les vêpres, une seule cloche, pendant trois minutes. Il paraît que la loi laisse aux maires la liberté absolue de régler ces choses à leur guise : c'est dommage, si le maire n'a guère d'autre idée en tête que de taquiner les catholiques, mais on n'y peut rien. Sans doute songea-t-on que M. le maire de Darney (Vosges) était un grand ami du silence : cela, de la part d'un vil radical, peut étonner un peu.

Mais on vit bien que non, ces jours-ci. Pendant la semaine sainte, le gaillard s'en est donné à cœur joie.

Le jeudi saint, quand on dit que les cloches sont parties pour Rome, M. le maire de Darney voulut préemptoirement prouver qu'il n'était pas la dupe de telles légendes cléricales ; et, comme il y avait le fameux prétexte d'un enterrement civil, dans cette commune éclairée, il ordonna qu'on fit sonner les cloches. Il crut que c'était démonstratif et, peut-être, spirituel. Là, il fut la dupe de son amour-propre.

Ce n'est pas tout. Mais, le vendredi saint, il imagina mieux. Sa trouvaille de ce jour-là lui digna d'un humoriste radical. Le vendredi saint, il ordonna qu'on fit sonner les cloches pour annoncer le banquet gras de la libre-pensée. Comme c'est gentil !

Seulement, M. le maire de Darney (Vosges) a, en ces deux occasions, abusé de ses prérogatives. Et il est à souhaiter qu'on le lui indique un peu nettement. Le règlement d'administration publique du 16 mars 1906 note, remarquant les *Débats*, que les sonneries ne peuvent être faites, en dehors des cérémonies religieuses, que « dans les cas de péril commun » ou selon les usages locaux. Or, il n'y avait, le jeudi saint et le vendredi saint, à Darney (Vosges), aucune cérémonie religieuse à sonner, aucun usage local à suivre, aucun péril commun à carillonner. Le seul péril que courait la commune, péril moral, venait du gros anticléricalisme de son maire : il ne fallait pas sonner pour cela, et ce n'était point au maire de sonner !

L'autorité préfectorale n'engagerait-elle pas M. le maire de Darney (Vosges) à manger, une autre fois, le saucisson du vendredi saint avec plus de modestie ?

André Beaunier.

La Presse de ce matin

LA POLITIQUE

La Libre Parole :

De M. Edouard Drumont, à propos de l'enquête sur la marine.

Encouragé par l'agréable perspective de faire de jolies excursions par le beau temps et d'être dépayssés de toutes ses dépenses, la nouvelle commission d'enquête de la marine, nommée à la suite d'une interpellation récente, déploie en ce moment une diligence d'admiration. D'ailleurs, son président Delcassé nous a promis que cette commission nous ferait assister à un spectacle d'admission d'enquête qui aboutit, et qui aboutit rapidement.

« Messieurs, dirait-il en prenant possession du fauteuil, vous voulez voir tout en un ; vous êtes décidés à terminer votre enquête assez tôt pour que la Chambre, avant la fin de la session, en examine les résultats et lui donne les sanctions qu'elle pourra adopter. »

« Les minutes nous sont comptées, messieurs, nous à l'enquête résolulement avec l'unique préoccupation de fournir par nos travaux une base solide à la réorganisation nécessaire de la marine qui

faire ça, avec ses moyens ; avec ses petits moyens de policeman !

Par le geste de son ponce au-dessus de l'épaule, Clamorgan désigne les trois villes noires, les trains en route, les usines, le ciel de fumées industrielles : « Un fameux pays... Et un pays qui n'a pas eu de Waterloo ni de Sedan. »

« Ni d'Austerlitz, ni de Friedland, ni de Moscou. »

« Il les aura. Attendez cinq ans. Notre Roosevelt aura mis sa marine en mesure de couler la flotte allemande, comme nous avons coulé la flotte espagnole à Santiago ! Notre Dewey pourra débarquer trois cent mille de nos garçons à Hambourg... Et alors nous prendrons votre revanche de 1870. C'est nous qui prendrons votre revanche, parce que nous aimons les peuples artistes. »

Je l'ai dit à Kiel... Je l'ai dit à l'empereur Guillaume... il me plat, cet homme-là, il me plat — lorsqu'il est en bonne voie d'empêcher sur son yacht.

Il nous faut une Italie, une Espagne, une Belgique et une France libres pour s'y promener, l'été, en automobile avec de jolies petites actrices françaises, pour faire balda dans des cathédrales bien fraîches. L'Empereur était de mon avis. Il vous aime. Si l'on ne vous aime pas !

Je sais bien où il le boirait, votre champagne. Ce ne serait pas seulement à Kiel, à Berlin ! Tout le monde vous aime. Vous êtes un drôle de petit peuple étourdi et simpliste ; un peuple de bons petits vieux artistes au milieu de collections sans pareilles, et vous ne voulez pas voir que l'humanité ne marche pas, ne court plus, ne galope plus, ne vole plus, mais qu'elle se télégraphie. Non, vous ne voulez pas voir. Vos tableaux, vos céramiques, vos cathédrales : voilà ce qui vous intéresse. Et vous avez raison. Laissez-les mener le monde. Ce n'est

pas votre affaire... Laissez cela aux Américains et aux Allemands. Ah ! la nouvelle Allemagne, c'est colossal ! Savez-vous ? J'ai vu ça en automobile, dans la deuxième quinzaine d'août... L'Allemagne ne peut être vaincue que par l'Union !... Savez-vous qu'au point de vue industriel nous sommes obligés de surveiller Dusseldorf ? Tant ils nous corrompent, les gaillards ! Ils comprennent les affaires. Ils ne boiront pas le bas de laine, eux ! Ils risquent ; et ils gagnent !

Excusez-moi. C'est dans notre bas de laine que Londres puisse pour escamoter vos traites lors de vos crises d'autisme, comme Pétersbourg y puisse pour construire le Transsibérien, comme Berlin y puisse pour la fondation de ses fabriques... La France, elle aussi, est la *best in the world*, en cela. C'est ce banquier-là qui vous parle. Wall Street, en nous payant l'intérêt des sommes à elle prêtées par l'entremise de Londres, a constitué une partie des capitaux mis à ma disposition par la banque Vögt pour créer les trois lacs de Los Angeles. C'est avec le gain sur l'escompte de votre papier que j'ai terminé l'affaire de la Franco-Cubaine, et que j'ai mis Parajas en mesure de produire les explosifs et les aciers fins nécessaires tant au Venezuela, canal de Panama qu'à la Guyane, à la Colombie, et même à ce Mexique sur lequel vous avez des vues. Vous savez le contrat passé récemment avec les mines de Guanajalo ?

Clamorgan soupira comme un qui se résigne à la pire corvée. Il fixa sur ses lourdes oreilles les branches en or flexible de ses lunettes. Ses doigts noueux et piquetés chassèrent les feuilles...

« Vous apportez vos pouvoirs ?... Les voilà... C'est tout ce qu'il faut pour une convention provisoire. Notre conseil de

est un élément essentiel de la puissance militaire de la France. »

Un tel langage serait de nature à nous transporter d'agresse, si l'expérience ne nous avait appris depuis longtemps qu'il convient de n'accepter ces belles résolutions que sous bénéfice d'inventaire.

La République française :

Sur le congrès unifié.

Le socialisme ne peut prospérer que dans la confusion et l'obscurité. Il vit de ces divisions qui réduisent les bourgeois mal informés. Et les habiles meneurs du parti loin de s'en affliger les entretiennent soigneusement. Elles leur permettent d'ajourner indéfiniment l'établissement du fameux plan de la société nouvelle et elles servent à duper à droite et à gauche les esprits les plus opprimes. Tandis que M. Hervé entraîne la clientèle des sans-patrie, M. Breton maintient le troupeau des bourgeois abusés. Si M. Hervé et M. Breton se mettaient d'accord et arrêtaient enfin un programme, ils méconteraient et prouveraient certainement à droite et à gauche des clients et peut-être même des deux côtés à la fois.

ECHOS & NOUVELLES

Le Petit Journal :

Un auto-canon chavire.

Hier, après dîner, sept promeneurs montaient à Bezons dans le canot automobile, de M. Noël Fredet, passablement à Paris.

A peine le canot quittait-il le bord qu'il partait à la dérive, emporté par le courant, vers le barrage où l'esquif coulait à pic.

Un restaurateur, M. Gros, un garde de navigation, M. Robin, s'engagèrent sur la passerelle pour sauver les malheureux. Cinq purent être tirés de l'eau. Mais deux se noyèrent : M. Maurice Fredet, vingt-quatre ans, et Mlle Mathilde Vincent, vingt-trois ans.

Le Petit Parisien :

A la retraite de la Seine, à Saint-Cloud, le cadavre de Jean Farre, âgé de cinquante ans.

Dans une missive trouvée sur lui, le défunt déclarait qu'il avait quitté son domicile le 10 novembre dernier pour encaisser une somme de 8,992 fr. 30, pour le compte de la maison Ledoux, 3, rue Drouot, puis qu'ayant dissipé une partie de cette somme aux courses, il n'avait osé réapparaître chez lui.

La Petite République :

Palermo. L'Etna semble entrer depuis hier dans une nouvelle période d'activité. D'immenses panaches de fumée et des nuages de cendre s'élèvent au-dessus du cratère.

Le Journal :

Incendies de forêts.

A Rennes, un incendie a détruit un kilomètre de forêts.

A Clermont-Ferrand, soixante hectares de bois et vingt hectares de bruyères de la forêt Rouzet, appartenant au comte Comudet, ont été la proie des flammes.

En Allemagne on signale quarante incendies de forêts dus à la malveillance.

Angleterre. Dans la forêt de Fox-Hill, 5,000 hectares ont été endommagés, dix mille arbres ont été brûlés.

Le Petit Journal :

A Orléans, près de Béthune, cinquante ares de plantations de la propriété de M. Beaumont ont été détruits par le feu.

A Libérac, sept cents hectares de bois de la Double, village de Beaume, ont été incendiés.

De New-York :

A Lenox, dans le Massachussets, un violent incendie a éclaté, hier, provoqué par l'explosion d'un vaste réservoir à essence.

Six personnes ont péri dans les flammes. Les dégâts matériels dépassent 2 millions de francs.

AVIS DIVERS

BLANCHEUR LUMINEUSE, FRAÎCHEUR, ÉCLAT DU TEINT par la poudre *Fleur de Pêche*. Parfumerie *Éclat*, 35, r. du 4-Septembre.

LA JOURNÉE

Obsèques : M. François Escard, bibliothécaire de S. A. le prince Roland Bonaparte (Notre-Dame-de-Grâce de Passy, midi). — M. Paschal Grousset, député de la Seine (réunion 34, rue de l'Étang, Saint-Mandé, midi). — Inhumation au cimetière Montparnasse. — M. Charles Baudry (Saint-Nicolas du Chardonnet, dix heures). — M. Durenne, ingénieur civil (Saint-François-de-Sales, dix heures).

Exposition : Inauguration, par le Président de la République, du Salon de la Société nationale des beaux-arts (Grand Palais des Champs-Élysées).

Informations

Une rencontre à l'épée a eu lieu, hier, entre MM. Jean Guttry et Braunschwig. M. Jean Guttry a été atteint à l'avant-bras d'une plaie pénétrante sans gravité. Les témoins étaient, pour M. Guttry : MM. Rouzier Dorcières et Paul Le Gall ; pour M. Braunschwig :

New-York a vérifié... Il vous reste à signer les trente-quatre notes comme administrateur à pleins pouvoirs délégué par vos groupes de Cuba, de Mexico et de Paris, de Grenoble et de Foix. Comment dites-vous ça ?... Foix, oui.

Reste la clause en litige... L'exploitation de Los Dados ne doit jamais être arrêtée ! Il faut que cela soit inscrit même dans la convention provisoire.

Voilà bien les Français ! Du sentiment, de la romance. On m'a conté ça : « Ne pas voir périr votre œuvre ! » Qu'est-ce que ça peut bien vous faire, puisque vous échangez votre papier contre mes actions, contre des dollars, contre une jolie quantité de dollars ? Puisque vous ferez de l'argent, puisque vous transformerez votre *earning-power* en capital Electric-Standard ? Puisqu'on vous envoie !

Argument nous intéresse comme moyen de puissance.

Stop !... Terminons... Il est onze heures trois quarts... j'ai mon lunch. « L'Electric-Standard assure l'exploitation sans arrêt, pour deux ans, à titre d'essai... » A titre d'essai !... Après quoi nous aurons le droit de faire ce qu'il nous plaira, selon que Panama et l'Amérique Latine passeront ou non, leurs nouveaux marchés aux Parajas.

Pardon. Au bout de la deuxième année le contrat sera résilié si l'exploitation s'arrête contre notre consentement.

Non... C'est la majorité de nos administrateurs qui décide de ces questions. Réglez vos statuts.

Je les connais bien. Les administrateurs de l'Electric-Standard sont tenus d'observer les contrats divers.

Vous apportez vos pouvoirs ?... Les voilà... C'est tout ce qu'il faut pour une convention provisoire. Notre conseil de

arrivé ce le général La matine Le pré Mgr. Un lit a été cabinet d généraux qui leur voisin.

Sur m. Beauvais éto opéré... tions est Les co Saint-Ger interromp rer les fil est assu

Sur la de chasse fer d'Ami munes de Les m sion des de muni trous, toi posés, ay les heure

président neurs du adhésion des mesu juin de Compagn faire gr heures d

ferme, R service d tin-de-Se tronne, C dont il é avances.

Chabert- encore n était ont année.

Notre

AUX G

Du be Baudin qui serv

On r des m spectac le sour émano, Cettre q

Celui qui im rhythme à la foi

On s que s nesse, destiné

On r produi vue du

Il es regard drame le che

Celui ros, le un ho l'âme

Il suffi vivant

Il y s sous le son tr muler

s'agit sous l fronte blanch tenace

Il y armes terie, l ou ac

Dan dre ou comm n'en fu

Blanc ration Bien l'accoi de l'er

Je grand au co mierre ont p par un

aurai de co donc dégré venus des r

nité ? Le tion d de la tants sion

Ma inter n'est sont l a ser d'leu

rité o finie

Feuilleton du FIGARO du 13 Avril

(12)

LE TRUST

II

— Suite —

Hardi, Manuel Héricourt ne se contenta point de cette allusion à la défection du « Great Eastern ». L'attribuant à d'autres qu'à Clamorgan, il rappela que, pour inscrire de gros dividendes, et obtenir la hausse de la cote, on n'avait affecté aucune des recettes ni à l'amélioration d'un matériel trop longtemps provisoire, ni à l'amortissement du premier capital, ni à la réserve. Les rails déviant partout, les ponts s'écroulant et les gares s'effondrant, il avait fallu remettre en état, soudain, la ligne entière. Faute de réserves, la réfection s'était opérée à crédit pour quinze millions de dollars.

Clamorgan, entassé dans l'énorme fautoil, cessa de regarder machinalement les coins en vermeil de son bureau couvert de cristal. Il fit une lippe dans sa barbe blanche, et, en sourdine, ricana. M. Héricourt sourit de même, feignant de se croire approuvé dans ses reproches.

Il continua fermement l'histoire. Elle montrait qu'il n'était pas une dupe. Il accusa les promoteurs d'avoir passé la

main à un mirifique conseil d'administration, avant que les « notes » émises par eux fussent présentées devant une caisse vide ; car il avait, malgré tout, fallu, pour maintenir la hausse, convertir le total des produits en mirifiques dividendes, en appointements impériaux capables de retenir plusieurs hauts et incorruptibles personnages dans le conseil d'administration. M. Héricourt comptait que, depuis « cette petite difficulté », les Clamorgan n'admettaient plus les dividendes du *railroad* comme étalon général des affaires.

C'est une fantaisie de Français, ça ! Renversé dans son fauteuil informe et profond, Clamorgan balançait sa tête en grattant le poil blanc de ses joues. A l'aide des fines lunettes à branches d'or, la main piquetée dispersa, sur la glace recouvrant la laque du bureau, quelques feuilles des rapports chers

